
La Revue parlementaire canadienne en pleine mutation

Will Stos

Dans cet article, le nouveau rédacteur en chef de la Revue parlementaire canadienne se présente aux lecteurs. Il explique que dans ses nouvelles fonctions, il adoptera une approche qui favorise la discussion et les débats sur les nouvelles idées liées à la démocratie parlementaire, tout en reconnaissant son prestigieux passé. Une attention particulière sera accordée aux personnes et aux projets qui visent à continuer à rendre ces institutions attentives et adaptées aux besoins des Canadiens. La conclusion présente certaines des propositions du comité de rédaction pour la Revue en cette période de transition et de renouveau.



Au moment d'entreprendre mon mandat de rédacteur en chef de la *Revue parlementaire canadienne*, je m'arrête un instant pour réfléchir à mon but professionnel et au type de contribution que je peux apporter à cette institution respectée depuis de longues années, alors qu'elle entre dans une période de transformation. J'imagine que de nombreux parlementaires se sont questionnés de la sorte lorsqu'ils ont été élus pour la première fois dans leur assemblée législative respective.

J'accorde une grande importance aux connaissances historiques en général et je considère personnellement qu'il faut observer le passé pour être mieux préparé à faire face à ce que l'avenir nous réserve.

Pour me préparer à assumer mes tâches de rédacteur en chef, j'ai discuté avec des collaborateurs et lecteurs de la *Revue* pour leur demander comment ils voyaient le mandat de la publication et comment je pourrais miser sur les solides assises et réussites de mon prédécesseur, M. Gary Levy.

Will Stos est le nouveau rédacteur en chef de la Revue parlementaire canadienne. Il est candidat au doctorat en histoire à l'Université York et ses recherches portent sur les partis politiques provinciaux qui ont participé à des projets de développement régional des années 1960 aux années 1980.

Pendant ces discussions, il est rapidement devenu évident que la *Revue* avait trouvé un créneau précis, qu'elle exploite bien. Les observateurs parlementaires, au Canada et à l'étranger, considèrent cette publication comme une source précieuse pour se tenir au courant de ce qui se passe dans les assemblées législatives partout au pays. Des députés qui siègent actuellement et d'anciens députés publient des articles qui visent à commenter certains des dossiers pressants ou particularités de la vie parlementaire dans un contexte non partisan. Le personnel législatif peut être averti de problèmes survenus dans d'autres organes législatifs ou de problèmes auxquels il pourrait bientôt être confronté au sein de son propre parlement. Les universitaires qui s'intéressent aux questions parlementaires peuvent quant à eux présenter certains de leurs travaux, ce qui profite à la fois à leurs collègues et à leurs sujets eux-mêmes.

Dans ce qu'elle a de meilleur à offrir, alors, la *Revue parlementaire canadienne* reflète l'actualité et est un incubateur de nouvelles idées à propos de la démocratie parlementaire au Canada et à l'occasion dans d'autres pays qui partagent la tradition de Westminster. Ces idées correspondent très bien au sentiment exprimé dans notre énoncé de mission : « La Revue parlementaire canadienne a été fondée en 1978 pour tenir les législateurs canadiens au courant des activités de leur section fédérale, provinciale ou territoriale au sein de la Région du Canada de l'Association parlementaire du Commonwealth, et, en même temps, pour promouvoir l'étude et le respect des institutions parlementaires. »

L'héritage laissé par la *Revue* pendant plus de trois décennies, rempli d'archives riches, fait de cette publication une source d'information extrêmement précieuse sur les

activités des législatures canadiennes. L'aspect promotionnel de notre énoncé de mission m'a beaucoup intrigué.

Je crois qu'il est juste de dire qu'au cours des dernières décennies, une partie de l'électorat canadien semble s'être désintéressée de notre démocratie parlementaire, ou avoir perdu confiance dans cette dernière. Les sondages d'opinion montrent que la confiance envers les politiciens et les gouvernements se détériore, le cynisme semble avoir pris de l'ampleur et la diminution de la participation électorale suscite une vive inquiétude dans bien des milieux. Or, en tant qu'historien universitaire, j'ai suivi de près les débats professionnels sur la valeur et l'utilité des traditions politiques axées sur des institutions comme les parlements. J'aimerais donc poser une question qui remet directement en question le travail de nombreux lecteurs de cet article : les parlements sont-ils vraiment dignes d'être étudiés si les électeurs qu'ils sont censés représenter semblent s'en être désintéressés?

Si la réponse à cette question ne suscitait qu'un simple haussement d'épaules plutôt qu'un cri de guerre, l'avenir de cette publication et des défenseurs de la valeur de notre démocratie serait bien sombre. Bien sûr, la démocratie parlementaire est importante; non seulement en principe, mais aussi en pratique. Certains segments de l'électorat font preuve de cynisme et d'indifférence, mais d'autres segments ont surpris les observateurs politiques ces dernières années en participant activement aux discussions sur d'éventuels gouvernements de coalition, sur des référendums portant sur d'importantes décisions politiques, et sur l'utilisation de la prorogation, un outil qui passait généralement inaperçu jusqu'ici.

De plus, lorsque j'ai rencontré mes nouveaux collègues à Queen's Park (où les bureaux de la *Revue parlementaire canadienne* sont maintenant situés et où la revue est maintenant publiée), j'ai pris connaissance de projets emballants qui représentent une partie des efforts constants pour rendre les parlements plus ouverts, accessibles, compréhensibles et pertinents pour le public. J'ai rencontré des législateurs et du personnel parlementaire partout au pays

et je suis convaincu que bon nombre de ces projets et de ces discussions ont également lieu ailleurs. Les défenseurs de la démocratie parlementaire se sont penchés sur les manières de faire évoluer le système au même rythme que la technologie et la société et j'espère que la *Revue* fera connaître certaines de leurs fascinantes initiatives et innovations.

Cette publication évoluera elle aussi. De concert avec les changements de personnel (la retraite de M. Levy et de son assistante de longue date, Anna LaBallister) et les changements de production (le déménagement des bureaux de la *Revue* à Queen's Park), le comité de rédaction a entrepris de sonder le lectorat de la *Revue* pour déterminer comment nous pourrions continuer de remplir notre mandat et de répondre aux besoins de nos lecteurs (un questionnaire a été envoyé par la poste à tous les abonnés et il sera aussi affiché sur notre site Web).

Nos principaux projets sont de mettre à jour notre site Web pour offrir des fonctions plus interactives, d'explorer les possibilités pour modifier la mise en page de l'édition imprimée, et d'adapter notre style pour tenir compte des nouvelles manières dont les lecteurs veulent accéder au contenu. Nous tenterons d'être à l'écoute de nos lecteurs et de produire une publication qui continuera de desservir son créneau actuel et, nous l'espérons, qui attirera également de nouveaux lecteurs. De cette manière, la *Revue* incarnera le changement et le renouveau souvent proposés par ses collaborateurs en ce qui concerne les institutions parlementaires.

Je vois la *Revue* comme une plaque tournante : un rassemblement de nombreuses personnes et organisations – souvent en désaccord en ce qui concerne les convictions politiques – qui ont pour objectif commun de favoriser la croissance de notre démocratie parlementaire et d'éliminer notre ennemi commun : l'apathie. Je suis prêt à relever les défis qui se présenteront et au nom du comité de rédaction, j'invite tous nos lecteurs à se joindre à nous alors que nous amorçons cette période stimulante de l'histoire de notre publication.